

**MARCHE PUBLIC  
DE TRAVAUX**

**Procédure adaptée**  
(article R. 2123-1 et suivants du code de la commande publique)

-oOo-

**R8B-4002**  
POLE SERVICES  
URBAINS  
C 3 C

**REHABILITATION DE LA  
SALLE PHILIPPE COUTELAS -  
REIMS**

-oOo-

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

**Date et heure limites de remise des  
offres :**

**Le 23 mai 2024 à 17h00**

**REPONSE PAR VOIE ELECTRONIQUE OBLIGATOIRE**

## Table des matières

<b>ARTICLE 1 – ACHETEUR PUBLIC .....</b>	<b>4</b>
1.1 - Coordonnées de l'acheteur public .....	4
1.2 - Type d'acheteur public .....	4
1.3 - Informations complémentaires .....	4
<b>ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
<b>2.1 - Description.....</b>	<b>4</b>
2.1.1 - Objet du contrat.....	4
2.1.2 - Type de contrat .....	4
2.1.3 - Division en lots .....	5
2.1.4 – Options .....	5
2.1.5 - Exécution par bons de commande.....	5
2.1.6 - Lieu d'exécution .....	5
2.1.7 - Nomenclature communautaire pertinente (CPV) .....	5
2.1.8 – Variantes et prestations supplémentaires éventuelles.....	6
<b>2.2 - Durée du contrat et délais d'exécution .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 3 - PROCEDURE.....</b>	<b>7</b>
<b>3.1 - Type de procédure.....</b>	<b>7</b>
<b>3.2 - Obtention des documents contractuels et documents additionnels .....</b>	<b>7</b>
3.2.1 - Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCE) .....	7
3.2.2 - Modalités d'obtention du dossier de consultation des entreprises (DCE).....	7
<b>3.3 - Visite sur site.....</b>	<b>8</b>
<b>3.4 - Date et heure limites de réception des offres.....</b>	<b>8</b>
<b>3.5 - Langue devant être utilisée dans l'offre ou la demande de participation .....</b>	<b>8</b>
<b>3.6 - Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 4 - CONDITIONS DE PARTICIPATION .....</b>	<b>8</b>
<b>4.1 - Candidature initiale .....</b>	<b>8</b>
<b>4.2 - Candidature finale .....</b>	<b>11</b>
<b>4.3 - Accès aux documents justificatifs et moyens de preuve.....</b>	<b>12</b>
<b>4.4 - Forme juridique que devra revêtir le groupement titulaire .....</b>	<b>12</b>
<b>4.5 - Marché réservé.....</b>	<b>12</b>
<b>4.6 - Conditions particulières .....</b>	<b>12</b>
4.6.1 - Les prestations sont-elles réservées à une profession particulière ? .....	12

4.6.2 - Conditions particulières d'exécution (article L.2112-2 du code de la commande publique) .....	12
4.6.3 - Obligation d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargés de l'exécution du marché .....	12

## **ARTICLE 5 - JUGEMENT DES OFFRES..... 13**

### **5.1 - Critères d'attribution .....13**

### **5.2 - Echantillons .....14**

### **5.3 – Négociation .....14**

## **ARTICLE 6 - REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES ..... 15**

### **6.1 - Documents à fournir par le candidat.....15**

#### 6.1.1 - Pièces de la candidature ..... 15

#### 6.1.2 - Pièces de l'offre..... 15

#### 6.1.3 - Sous-traitance à l'appui de l'offre ..... 15

### **6.2 - Modalités de remise des offres .....16**

### **6.3 - Signature de l'offre .....17**

## **ARTICLE 7 – PROCEDURES DE RECOURS..... 18**

## **ARTICLE 8 – DONNEES PERSONNELLES ..... 18**

## **Article 1 – Acheteur public**

### **1.1 - Coordonnées de l'acheteur public**

Dénomination : Ville de Reims	A l'attention de : Monsieur le Maire de Reims C3C - Pôle Services Urbains
Adresse : Ville de Reims - CS 80036 - 51722 Reims cedex.	

### **1.2 - Type d'acheteur public**

L'acheteur public est une collectivité territoriale.

### **1.3 - Informations complémentaires**

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation sont envoyés aux opérateurs économiques dans les meilleurs délais avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps utile à l'adresse suivante :

<https://marches.grandreims.fr> – Rubrique : Questions

Coordonnées du service administratif :

C3C Pôle Services Urbains  
Maud SAUVAGEOT  
Tél : 03 26 77 74 27  
Courriel : [c3c.psu@reims.fr](mailto:c3c.psu@reims.fr)

## **Article 2 - Objet de la consultation**

### **2.1 - Description**

#### **2.1.1 - Objet du contrat**

Le présent marché a pour objet la réhabilitation de la salle Philippe Coutelas à Reims.

#### **2.1.2 - Type de contrat**

Il s'agit d'un marché d'exécution de travaux.

### **2.1.3 - Division en lots**

Le marché se décompose en 9 lots :

Lot	Intitulé / Objet
01	DESAMIANPAGE
02	DEMOLITION – GROS ŒUVRE - MACONNERIE – PIERRE DE TAILLE
03	CHARPENTE BOIS
04	COUVERTURE
05	CHARPENTE METALLIQUE – COUVERTURE BAC ACIER – METALLERIE - SERRURERIE
06	MENUISERIE BOIS – CLOISONS ISOLATION - FAUX PLAFOND
07	ELECTRICITE
08	PLOMBERIE – CHAUFFAGE - VENTILATION
09	CARRELAGE – FAIENCE – SOL SOUPLE - PEINTURE

Le candidat a la possibilité de soumissionner pour un ou plusieurs lots.

### **2.1.4 – Options**

#### **LOT 6 : MENUISERIE BOIS – CLOISONS ISOLATION - FAUX PLAFOND**

Le marché (lot 6) comprend une tranche ferme et une tranche optionnelle (TO1) :

#### **Tranche ferme**

**Tranche optionnelle 1** : Bardage bois sur murs de la salle de boxe

Le contenu de la tranche est détaillé au CCTP.

### **2.1.5 - Exécution par bons de commande**

Sans objet.

### **2.1.6 - Lieu d'exécution**

Territoire de la ville de Reims.

### **2.1.7 - Nomenclature communautaire pertinente (CPV)**

Lot	Intitulé / Objet	Nomenclature CPV correspondante
01	DESAMIANPAGE	45262660-5 travaux de désamiantage
02	DEMOLITION – GROS ŒUVRE - MACONNERIE – PIERRE DE TAILLE	45110000-1 travaux de démolition et travaux de terrassement 45262210-6 travaux de fondation 45262110-5 travaux de démontage d'échafaudages

		45262120-8 travaux de montage d'échafaudages 45262522-6 travaux de maçonnerie 45262512-3 maçonnerie de pierres de taille 45262800-9 travaux d'extension de bâtiments
03	CHARPENTE BOIS	45261100-5 travaux de charpente 45420000-7 travaux de menuiserie et de charpenterie
04	COUVERTURE	45261210-9 travaux de couverture 45261212-3 travaux de couverture en ardoise
05	CHARPENTE METALLIQUE – COUVERTURE BAC ACIER – METALLERIE - SERRURERIE	45261213-0 travaux de couverture métallique 45262400-5 travaux d'assemblage d'ossatures métalliques 45421110-8 pose de portes et fenêtres en métal
06	MENUISERIE BOIS – CLOISONS ISOLATION - FAUX PLAFOND	45421000-1 travaux de menuiseries 45324000-4 travaux de pose de plaques de plâtre 45421141-4 travaux de cloisonnement 45421146-9 travaux de pose de faux plafond 45261410-1 travaux d'isolation de toiture 45321000-3 travaux d'isolation thermique 45432113-9 pose de parquets
07	ELECTRICITE	45311200-0 travaux de câblage et d'installations électriques
08	PLOMBERIE – CHAUFFAGE - VENTILATION	45330000-9 travaux de plomberie 45331210-1 travaux d'installation de ventilation 45331110-0 travaux d'installation de chaudières 45331000-6 travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation
09	REVÊTEMENTS DE SOLS ET MURS	45442110-1 travaux de peinture de bâtiment 45431100-7 carrelage de sol 45431100-8 carrelage mural 45430000-0 revêtements de sols et murs

### **2.1.8 – Variantes et prestations supplémentaires éventuelles**

- **Variantes à l'initiative des soumissionnaires**

Les variantes « libres » ne sont pas autorisées.

- **Variantes à l'initiative de l'acheteur**

Il n'est pas prévu de variantes « imposées » au présent marché.

### **2.2 - Durée du contrat et délais d'exécution**

Pour chaque lot, le marché est conclu pour une durée globale estimée de **vingt-deux (22)** mois à compter de sa notification au titulaire. Cette durée comprend la garantie de parfait achèvement de douze (12) mois.

Pour chaque lot la durée d'exécution des travaux est de **dix (10) mois**, dont deux (2) mois de préparation de chantier. Elle débutera à compter de la date prévue par l'ordre de service prescrivant le début d'exécution, notifié au titulaire. Le détail des délais est prévu par les CCTP. La durée d'exécution pourra éventuellement être prolongée en cas d'intempéries, selon les conditions déterminées au CCAP.

## **Article 3 - Procédure**

### **3.1 - Type de procédure**

Le présent marché est lancé selon une procédure adaptée en application de l'article R. 2123-1 et suivants du code de la commande publique.

### **3.2 - Obtention des documents contractuels et documents additionnels**

#### **3.2.1 - Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCE)**

- Le présent Règlement de la Consultation (RC)
- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes (1 par lot)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Décomposition du prix global forfaitaire (1 par lot)
  
- ANNEXES :
  - 2023 07 13\_SAPH\_VIRREOS\_DAAT
  - 2023 07 13\_SAPH\_VIRREOS\_DPAT
  - VdR Salle Coutelas - DIUO ind B concep
  - VdR Salle Coutelas - PGC ind B
  - VdR Salle Coutelas Ouverture RJ
  
- PLANS :
  - DWG : 5 documents
  - PDF : 14 documents
  
- 2024 03 20 planning prévisionnel SAPHC
  
- Le formulaire DC1 ;
- Le formulaire DC2 ;
- Le formulaire DC4 ;

#### **3.2.2 - Modalités d'obtention du dossier de consultation des entreprises (DCE)**

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) est accessible par téléchargement via le profil acheteur à l'adresse internet suivante :

<https://marches.grandreims.fr>

Un « guide utilisateur entreprise » est mis à sa disposition sur le site dans la rubrique « aide ». Les candidats peuvent accéder librement au DCE sur le profil acheteur sans avoir besoin de renseigner préalablement leur identité. Leur inscription est facultative et gratuite.

**Il est cependant recommandé aux entreprises de s'identifier lors du téléchargement du DCE afin qu'elles soient directement informées par courriel de toutes modifications de la consultation.**

Lors du téléchargement des documents, le candidat peut notamment indiquer le nom et le prénom de la personne physique téléchargeant les documents ainsi qu'une adresse électronique (courriel). Ces indications lui permettront de bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées au cours de cette procédure, en particulier les éventuelles modifications et/ou précisions apportées aux documents de la consultation.

### **3.3 - Visite sur site**

Les candidats **ont l'obligation** d'effectuer une visite du site afin d'appréhender correctement les exigences du marché.

Les candidats devront prendre rendez-vous auprès de Mme Aurélie NUZZO-GRANIER au numéro 03 26 77 74 16 ou par mail : [aurelie.granier@reims.fr](mailto:aurelie.granier@reims.fr).

**La visite pourra avoir lieu aux 3 dates prédéterminées suivantes :**

- Lundi 22 avril à 14h00
- Mardi 14 mai à 14h30
- Jeudi 16 mai à 10h30

Un certificat de visite sera remis au candidat lors de la visite.

### **3.4 - Date et heure limites de réception des offres**

**Le 23 mai 2024 à 17h00**

### **3.5 - Langue devant être utilisée dans l'offre ou la demande de participation**

Français.

### **3.6 - Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre**

Ce délai est de cinq (5) mois à compter de la date limite de réception des offres.

## **Article 4 - Conditions de participation**

### **4.1 - Candidature initiale**

Le candidat est invité à indiquer les renseignements concernant sa situation, ses justificatifs quant aux conditions d'accès à la commande publique et les renseignements nécessaires pour évaluer son aptitude à exercer l'activité professionnelle, sa capacité économique et financière et ses capacités techniques et professionnelles. **Les entreprises ne présentant pas les garanties suffisantes sont susceptibles de ne pas être admises.**

Le candidat devra transmettre les éléments suivants :

#### **1) Statut juridique**

- Une **lettre de candidature** détaillant les cocontractants en cas de groupement. Le candidat renseigne les conditions de sa candidature : seul ou en groupement d'opérateurs économiques (cotraitance). En cas de groupement, le candidat indique la



forme du groupement (solidaire ou conjoint) ainsi que (à adapter suivant article 4.4) la désignation du mandataire. Ce dernier devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

- Une **déclaration sur l'honneur** pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles [L. 2141-1](#) à [L. 2141-5](#) et [L. 2141-7](#) à [L. 2141-11](#) notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux [articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail](#),

## 2) Capacité économique et financière

- Une **déclaration concernant le chiffre d'affaires global** du candidat et portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;

## 3) Capacité technique et professionnelle

- Une **liste des travaux** exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations indiquant le montant, le descriptif des travaux réalisés, les dates de réalisation, le maître d'ouvrage et le lieu d'exécution des travaux les plus importants et en rapport avec l'objet de la présente opération, en précisant s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
- Une déclaration indiquant **les effectifs** moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- Des **certificats de qualification professionnelle** établis par des organismes indépendants. Dans ce cas, l'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres ; ➡  
**Niveau minimum demandés ou équivalents :**

Lot 01 QUALIBAT 1552

Lot 02 QUALIBAT 1112 – 1161 – 1221 – 1412 – 2112 – 2121 -2132 – 2151 – 2171 – 2181 - 3352

Lot 03 QUALIBAT 1522 – 2312 - 2392

Lot 04 QUALIBAT 3132 – 3152 - 6612

Lot 05 QUALIBAT 2412 – 3181 – 3512 – 3531 – 4412 – 4421 – 4512 – 7122 - 9161

Lot 06 QUALIBAT 4132 – 4322- 4342

Lot 07 QUALIFELEC E2-C2

Lot 08 QUALIBAT 5111 – 5133 – 5212 - 5311

Lot 09 QUALIBAT 6112 – 6222 – 6262 – 6312 – 6323 – 7112

- Lorsque les produits ou les services à fournir sont complexes ou que, à titre exceptionnel, ils doivent répondre à un but particulier, **un contrôle effectué par l'acheteur** ou, au nom de celui-ci, par un organisme officiel compétent du pays dans lequel le fournisseur ou le prestataire de services est établi, sous réserve de l'accord de cet organisme ; ce contrôle porte sur les **capacités de production** du fournisseur ou sur la **capacité technique du prestataire** de services et, si nécessaire, sur les **moyens d'étude et de recherche** dont il dispose ainsi que sur les mesures qu'il prendra pour contrôler la qualité ;

- L'acheteur peut demander aux candidats qu'ils produisent des **certificats de qualité** attestant que l'opérateur économique se conforme à certaines normes d'assurance de qualité, y compris en ce qui concerne l'accessibilité pour les personnes handicapées. Ces certificats, délivrés par des organismes indépendants, sont fondés sur les normes européennes et certifiés par des organismes accrédités.

↳ Lorsque l'acheteur demande la production de certificats établis par des organismes indépendants, attestant que l'opérateur économique se conforme à certains systèmes ou normes de gestion environnementale, il se réfère :

1° Soit au système de management environnemental et d'audit (EMAS) de l'Union européenne ;

2° Soit à d'autres systèmes de gestion environnementale reconnus conformément à l'article 45 du règlement (CE) n° 1221/2009 ;

3° Soit à d'autres normes de gestion environnementale fondées sur les normes européennes ou internationales en la matière élaborées par des organismes accrédités. L'acheteur accepte les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres. Lorsqu'un opérateur économique n'a pas la possibilité d'obtenir ces certificats dans les délais fixés pour des motifs qui ne lui sont pas imputables, l'acheteur accepte d'autres mesures équivalentes pour autant que l'opérateur économique concerné établisse que les mesures proposées sont équivalentes à celles requises.

Alors, éventuellement : Niveau(x) minimum(s) de capacité demandée : à détailler si besoin

Sans obligation, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 et DC2 (fournis dans le dossier de consultation ou disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)), pour présenter leur candidature ou bien, répondre sur papier libre à l'ensemble des exigences prévues ci-dessus, en n'omettant pas de joindre les documents à annexer en cas de besoin.

L'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution (UE) 2016/7 de la Commission européenne du 5 janvier 2016 établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, en lieu et place des documents mentionnés. Ce document devra être rédigé en français.

**Les candidats peuvent renseigner le DUME en se rendant sur le profil acheteur de la Collectivité <https://marches.grandreims.fr> et en choisissant le DUME comme modalité de réponse pour la candidature. Seul le DUME au format .xml à valeur probante.**

**A noter :** Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du contrat. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

L'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le contrat.

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière, technique et professionnelle, par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

**Pour les sociétés candidates nouvellement créées** : Les sociétés candidates nouvellement créées se trouvant dans l'incapacité de produire, dans leur dossier de candidature, les pièces et références requises dans le présent règlement de consultation sur plusieurs années peuvent justifier de leurs capacités par tout autre moyen et notamment tout document considéré comme équivalent. Les entreprises nouvellement créées peuvent notamment produire le ou les

document(s) prouvant leur date de création **et/ou** une copie certifiée du récépissé de dépôt du centre de formalité des entreprises pour justifier de leur existence **et/ou** une déclaration appropriée de banque **et/ou** une présentation de titres ou de l'expérience professionnelle du ou de leurs responsables.

**Remarque** : Les candidats devront joindre une traduction en français aux documents rédigés dans une autre langue qu'ils remettent en application de l'article 4.1 du présent RC.

## **4.2 - Candidature finale**

Afin de fournir aux candidats une information complète, et de leur permettre librement d'anticiper une éventuelle attribution, sont communiqués ci-dessous les éléments de candidature finaux exigibles que du seul attributaire du marché, au terme de l'analyse des offres.

Toutefois, il est loisible aux candidats de les fournir au stade initial de la procédure s'ils le souhaitent.

Ces éléments sont les suivants :

- Certificat fiscal attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants aux impôts (impôts sur le revenu, sur les sociétés, taxe sur la valeur ajoutée) délivré par l'administration fiscale dont relève l'attributaire.
- Attestation de vigilance : certificat des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions (URSSAF, MSA, RSI...) datant de moins de 6 mois, et attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-2 à L. 5212-5 du même code.
- En cas d'assujettissement, le certificat attestant le versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intétempéries.
- Attestation d'assurance présentant la nature et l'étendue des garanties, en cours de validité (responsabilité civile professionnelle, responsabilité décennale)
- Documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager la société, le cas échéant.
- Le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire.

Si l'attributaire n'est pas français, doivent être remis les éléments suivants :

- Le cas échéant, les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail (candidat établi hors de France, salariés étrangers...)
- Si les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

**Remarque** : Si les documents fournis par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, ces documents devront être accompagnés d'une traduction en français.

### **4.3 - Accès aux documents justificatifs et moyens de preuve**

Conformément à l'article R.2143-13 du Code de la Commande Publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir l'ensemble des documents justificatifs et moyens de preuves mentionnés à l'article précédent si l'acheteur public peut les obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, et ce à condition que le candidat précise :

- Les documents pouvant être obtenus par ce biais.
- Les modalités d'accès et de consultation de ce système électronique de mise à disposition ou de cet espace de stockage numérique.

Par ailleurs, l'accès à l'ensemble de ces documents doit être gratuit et à défaut d'informations suffisantes par le candidat, ces documents devront être fournis à l'acheteur public qui en ferait la demande.

### **4.4 - Forme juridique que devra revêtir le groupement titulaire**

Sans exigence particulière.

### **4.5 - Marché réservé**

Sans objet.

### **4.6 - Conditions particulières**

#### **4.6.1 - Les prestations sont-elles réservées à une profession particulière ?**

Non ☒ Oui ☐

#### **4.6.2 - Conditions particulières d'exécution (article L.2112-2 du code de la commande publique)**

Non ☒ Oui ☐

#### **4.6.3 - Obligation d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargés de l'exécution du marché**

Non ☐ Oui ☒ dans le cadre de l'offre.

## **Article 5 - Jugement des offres**

### **5.1 - Critères d'attribution**

Pour chaque lot, l'offre économiquement la plus avantageuse sera déterminée en fonction des critères énoncés et pondérés ci-après :

#### **Critère n°1 : le prix de l'offre (40 points)**

L'offre financière sera jugée sur la base du montant de la **décomposition du prix global forfaitaire**, que le candidat aura pu détailler plus largement, en suivant la stricte structuration du CCTP. Le montant global forfaitaire sera reporté à l'**acte d'engagement**.

Le candidat est engagé sur le montant global forfaitaire de son offre. Les erreurs matérielles de multiplication, d'addition ou de report seront rectifiées par l'acheteur public, et c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

La formule de calcul pour le critère sera la suivante :

$$\frac{P}{P^*} \times 40 \text{ points}$$

P = Total du montant global forfaitaire de l'offre du candidat le moins disant.

P \* = Total du montant global forfaitaire de l'offre considérée

L'analyse des offres se fera sur le montant toutes taxes comprises (TTC).

#### **Critère n°2 : la valeur technique de l'offre (60 points)**

Le jugement de la valeur technique sera effectué sur la base du **mémoire technique** remis par le candidat, établi spécifiquement pour ce marché, et qui précisera notamment :

##### **Structure du mémoire technique :**

##### **\* 1- l'organisation du chantier (25 points)**

Qui présentera :

- le mode opératoire proposé pour exécuter **ces** travaux ;
- la description détaillée des principales tâches proposées pour exécuter **ces** travaux ;
- un planning détaillé des tâches s'insérant dans le planning général de l'opération.

##### **\* 2- les moyens humains** que l'entreprise envisage de mettre en œuvre pour la réalisation de **ces** travaux **(10 points)**

Et qui présentera :

- l'organigramme du personnel pour **ce** chantier ;
- le nom et les qualifications des principaux intervenants sur **ce** chantier et leur rôle pendant les travaux ;

##### **\* 3- les moyens matériels** que l'entreprise envisage de mettre en œuvre pour la réalisation de **ces** travaux **(5 points)** ;

Et qui présentera :

- les moyens matériels affectés à **ces** travaux
- l'outillage affecté à **ces** travaux.

**\* 4- les principaux matériaux utilisés sur ce chantier (5 points) ;**

Et qui présentera :

- la liste des principaux matériaux utilisés ;
- les caractéristiques des principaux matériaux, illustrés avec des fiches techniques.

**\* 5- la cohérence du quantitatif (10 points) ;**

Qui sera jugée au travers des quantités estimées dans la DPGF de l'offre

**\* 6- démarche environnementale (5 points) ;**

Dans le cadre d'une démarche environnementale spécifique à ce chantier, le candidat détaillera les actions qu'il s'engage à mettre en place, notamment s'agissant de :

- la qualité environnementale des matériaux pouvant être mis en œuvre,
- les moyens de transport (réduction du nombre de véhicules qui accèdent au chantier, réduction de la taille des véhicules qui accèdent au chantier, limitation du stationnement, etc.)
- la tenue du chantiers (nuisances auprès des riverains, propreté du chantier et des abords, évacuation journalière des déchets, etc.),
- les mesures prise en matière de limitation de consommation d'eau et de recyclage de l'eau ;
- etc.

**L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les documents permettant de justifier qu'il n'est pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner (cf. article 4.2 du présent RC).**

## **5.2 - Echantillons**

Sans objet.

## **5.3 – Négociation**

Dans la mesure où le choix du titulaire sera réalisé à l'issue du jeu de la concurrence, les candidats sont invités à présenter d'emblée leur meilleure offre technique et financière.

En fonction de la qualité des offres qui auront ainsi été faites à l'acheteur public initialement, celui-ci se réservera la possibilité de négocier avec les 3 meilleures offres reçues, et en informera alors les candidats par courrier, courriel ou télécopie.

Il pourra également décider de ne pas y recourir et d'attribuer le marché sur la base des offres initiales.

La négociation pourra prendre la forme d'un entretien ou d'un échange de courriels. L'ensemble des modalités des négociations seront portées à la connaissance des candidats lors de sa mise en place.

Conformément aux dispositions du code de la commande publique, les négociations pourront porter sur tous les éléments de l'offre, notamment sur le prix, dans le respect des principes de transparence et d'égalité de traitement des candidats.

Lorsque les négociations seront achevées, l'offre économiquement la plus avantageuse sera déterminée par application des critères de jugement des offres pondérés présentés ci-dessus. A défaut de participation du candidat aux négociations, son offre sera analysée dans sa version initiale.

## **Article 6 - Remise des candidatures et des offres**

### **6.1 - Documents à fournir par le candidat**

#### **6.1.1 - Pièces de la candidature**

Les candidats devront remettre l'ensemble des éléments requis à l'article 4.1 du présent règlement de consultation, sous réserve des dispositions de l'article 4.3.

A titre facultatif au stade initial de la procédure, le candidat pourra librement décider de remettre les éléments prévus à l'article 4.2 du présent règlement de consultation.

**Nota : si le candidat répond à plusieurs lots, la candidature n'a à être remise qu'une seule fois.**

#### **6.1.2 - Pièces de l'offre**

Pour chaque lot auquel il soumissionne, le candidat remettra les éléments suivants :

- L'acte d'engagement et ses annexes
- La décomposition du prix global forfaitaire (au format Excel)
- Le mémoire technique

Les pièces suivantes, réputées connues des candidats lors du dépôt de leur offre font partie du marché mais ne doivent pas obligatoirement être remises lors du dépôt des offres :

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P)
- Les annexes

#### **6.1.3 - Sous-traitance à l'appui de l'offre**

Le candidat fournira les éléments mentionnés à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique.

Ainsi, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement doivent être demandés dans les conditions suivantes :

1° Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit à l'acheteur public une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Les capacités professionnelles et financières du ou des sous-traitant(s) proposés par le candidat qui souhaite s'en prévaloir au stade de sa candidature sont à intégrer dans le pli.

S'il doit justifier des capacités du ou des sous-traitants pour l'exécution du marché, le candidat devra produire :

- soit le contrat de sous-traitance
- soit un engagement écrit du ou des sous-traitants.

Les candidats sont informés que ces modalités prévues par le code de la commande publique sont impératives, leur non-respect pourra entraîner le rejet total d'une candidature ou d'une offre par l'acheteur public.

## **6.2 - Modalités de remise des offres**

L'**attention** des candidats est attirée sur l'impérieuse nécessité de respecter ces prescriptions.

**Les candidats ont l'obligation de faire acte de candidature et de déposer une offre par transmission électronique sur le profil acheteur de la collectivité**

En principe, toute offre **doit être transmise en une seule fois** (article R. 2151-6 du code de la commande publique).

Dès lors, si un candidat souhaite apporter un **complément au contenu de son offre**, il est recommandé de privilégier la remise d'une **nouvelle offre dans son intégralité**.

A défaut, le **dépôt complémentaire doit clairement être identifié** comme tel.

Adresse du profil :

<https://marches.grandreims.fr>

L'**attention** du candidat est attirée sur le fait qu'il devra au moins disposer d'un logiciel de navigation sur Internet. Les frais d'accès au réseau sont à la charge du candidat.

**Schématiquement**, le soumissionnaire constitue son pli, le numérise et le dépose sur le site susvisé, et reçoit un accusé de réception indiquant la bonne réception du pli, en rappelant les caractéristiques essentielles de la consultation, la date et l'heure de réception.

**L'intitulé de chaque document** doit permettre d'identifier clairement son contenu et, le cas échéant, le lot auquel il se rapporte.

En cas de **difficulté technique** lors d'une tentative de dépôt d'offre électronique, merci de contacter, en priorité, le support technique de la plateforme de dématérialisation, joignable par l'intermédiaire de l'onglet « aide », menu « assistance téléphonique ».

**Un formulaire en ligne est à remplir** et permet de récupérer les informations de connexion, de pré-alimenter et d'orienter au mieux la demande. **L'assistance téléphonique est joignable une fois ce formulaire renseigné, de 9h à 19h.**

**Le numéro d'appel est affiché après validation de ce formulaire**, ainsi que dans les courriels de notification de changement d'état de chaque demande.

Pour améliorer **l'efficacité de cette procédure**, il est demandé au candidat de fournir à l'appui de sa candidature **une adresse électronique** permettant une diffusion certaine des informations utiles.

Dans le cas de **candidatures groupées**, le mandataire d'un groupement d'entreprises assure seul la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Le pli qui serait remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ne sera pas recevable.

### ➤ **Formats et taille des fichiers transmis**



Pour constituer sa candidature et son offre, le candidat devra transmettre des fichiers établis dans les formats informatiques suivants :

FORMATS : .doc, .docx ; .xls, .xlsx, .xlw, .csv ; .dwg, .dwf, .dxf ; .pdf ; .ppt, .pptx ; .html, .htm ; .txt, .rtf ; .xml et .xsl associé ; .jpg, .gif ; odt, ods, opd, odg

VERSION MINIMUM REQUISE : Word 2000 ; Excel 2000 ; Autocad 2002 ; Acrobat reader 4 ; Power Point 2000 ; Compatible Internet Explorer 5.0 ; Open office 3.1

Cependant, il est préconisé le format « .pdf » qui permet de réduire les risques de modifications du document d'origine et qui offre la possibilité d'une reproduction fidèle de la source.

Tout fichier informatique établi dans un format informatique différent pourra être déclaré nul et non avenu.

#### ➤ **Copie de sauvegarde**

Le candidat peut transmettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique.

Cette copie de sauvegarde doit respecter les conditions suivantes :

- la copie de sauvegarde doit être réceptionnée dans le délai prescrit pour le dépôt des candidatures et des offres.
- la copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible « COPIE DE SAUVEGARDE - Société ..... - R8B-3003 - **REHABILITATION DE LA SALLE PHILIPPE COUTELAS - REIMS** »
- La copie de sauvegarde doit être adressée à l'adresse suivante : C3C Pôle Services Urbains – Place de l'hôtel de ville – CS 80036 – 51722 Reims cedex. Les bureaux sont ouverts du lundi au vendredi de 08h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00.

La copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans les cas suivants :

- Lorsque, dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique, un programme informatique malveillant (ou « virus ») est détecté dans le pli électronique par l'acheteur public. La trace de la malveillance du programme est conservée par l'acheteur public.
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

#### ➤ **Antivirus de vérification – ATTENTION**

Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre devra être exempt d'un quelconque virus informatique et devra être préalablement traité, à cette fin, par le soumissionnaire par un anti-virus régulièrement mis à jour. Il en est de même pour tout autre fichier échangé dans le cadre de cette procédure. A défaut, le document concerné ne sera pas pris en compte.

### **6.3 - Signature de l'offre**

La signature de l'offre n'est obligatoire qu'au stade de l'attribution du marché, et non lors du dépôt.

*Toutefois, le seul dépôt de l'offre vaut engagement de la part des soumissionnaires à signer ultérieurement le marché qui sera attribué.*

Néanmoins, le candidat peut décider d'anticiper une éventuelle attribution et signer électroniquement l'acte d'engagement dès sa remise.

## **Article 7 – Procédures de recours**

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne,  
25 rue du Lycée, 51036 Châlons-en-Champagne cedex,  
Tél : 03.26.66.86.87 ; Fax : 03 26 21 01 87 ;  
Courriel : [greffe.ta-chalons-en-champagne@juradm.fr](mailto:greffe.ta-chalons-en-champagne@juradm.fr)  
Site : <http://chalons-en-champagne.tribunal-administratif.fr>

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne,  
25 rue du Lycée, 51036 Châlons-en-Champagne cedex,  
Tél : 03.26.66.86.87 ; Fax : 03 26 21 01 87 ;  
Courriel : [greffe.ta-chalons-en-champagne@juradm.fr](mailto:greffe.ta-chalons-en-champagne@juradm.fr);  
Site : <http://chalons-en-champagne.tribunal-administratif.fr/demarches-procedures>

Peuvent être formés, dans les conditions fixées par le Code de Justice Administrative (CJA) :

- un référé précontractuel, avant la signature du contrat, selon les modalités fixées aux articles L.551-1 à L. 551-12 et R.551-1 à R.551-6 du CJA,
- un référé contractuel, après la signature du contrat, selon les modalités fixées aux articles L.551-13 à L. 551-23 et R.551-7 à R.551-10 du CJA,
- un recours en contestation de validité du contrat, selon les modalités fixées par la décision du Conseil d'Etat n° 358994 du 4 avril 2014 « Département de Tarn-et-Garonne », dans un délai de deux mois à compter à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, assorti le cas échéant, d'un référé suspension (art. L.521-1 du CJA),
- un recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative, selon les modalités fixées aux articles R.421-1 à R.421-7 du CJA, dans les deux mois suivant la notification de la décision susmentionnée.

## **Article 8 – Données personnelles**

Les informations personnelles recueillies dans le cadre du présent marché public ont pour finalité la bonne gestion et le bon suivi de celui-ci. Les données personnelles fournies peuvent faire l'objet d'un traitement informatique et ne font pas l'objet d'une prise de décision automatisée ou de profilage. Elles servent à constituer le registre des retraits des dossiers de consultation et le registre des dépôts des offres et/ou des candidatures, qui permettent à la personne publique de pouvoir communiquer avec les opérateurs économiques intéressés à la procédure de passation.

Les données collectées dans le cadre du présent contrat seront conservées pour une durée de 10 ans au sein du service gestionnaire du contrat, puis versées au service des archives pour archivage. Ces données ne seront pas utilisées à d'autres finalités sans le consentement explicite des candidats.

La Ville de Reims est le responsable du traitement et les destinataires des données collectées sont les suivants : Direction des Etudes et Travaux de Bâtiment et la Direction des Finances.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les candidats bénéficient d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de limitation du traitement de leurs données à caractère personnel. Pour des motifs légitimes, les candidats peuvent également s'opposer au traitement de leurs données.

Les soumissionnaires ont la possibilité de contacter le délégué à la protection des données de la Collectivité pour toute information concernant leurs données à caractère personnel :

[dpo@reims.fr](mailto:dpo@reims.fr) / [dpo@grandreims.fr](mailto:dpo@grandreims.fr)

Ils peuvent également introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés ([www.cnil.fr](http://www.cnil.fr))

Dressé par le C3C Pôle Services Urbains,

Pour le Maire,  
Signé électroniquement le 05/04/2024  
Directeur Général des Services par interim  
Jean-Pierre AUGER

